

Objektyp: **Issue**

Zeitschrift: **Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio**

Band (Jahr): **49 (1931)**

Heft 224

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Bern
Samstag, 26. September
1931

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Berne
Samedi, 26 septembre
1931

Feuille officielle suisse du commerce · Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich
ausgenommen Sonn- und Feiertage

XLIX. Jahrgang — XLIX^{me} année

Paraît journellement
le dimanche et les jours de fête exceptés

Monatsbeilage

Supplément mensuel

Supplemento mensile

Wirtschaftliche und sozialstatistische Mitteilungen

LA VIE ÉCONOMIQUE

Rapporti economici

N° 224

Redaktion und Administration:
Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements —
Abonnements: Schweiz: Jährlich Fr. 24.30, halbjährlich Fr. 12.30, viertel-
jährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.30, ein Monat Fr. 2.30 — Ausland:
Zuschlag des Porto — Es kann nur bei der Post abonniert werden — Preis
einzelner Nummern 25 Cts. — Annoncen-Regie: Publicitas A. G. — In-
sertionspreis: 50 Cts. die sechsgespaltene Kolonelle (Ausland 65 Cts.)

Rédaction et administration:
Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique —
Abonnements: Suisse: un an; fr. 24.30; un semestre, fr. 12.30; un trimestre,
fr. 6.30; deux mois, fr. 4.30; un mois, fr. 2.30 — Etranger: Frais de port
en plus — Les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste — Prix du
numéro 25 cts. — Régie des annonces: Publicitas S. A. — Prix d'insertion:
50 cts. la ligne de colonne (Etranger: 65 cts.)

N° 224

Inhalt — Sommaire — Semmario

Konkurse. — Nachlassverträge. — Faillites. — Concordats. — Fallimenti. —
Concordati. / Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Costa Rica: Zollerhöhungen. / Jugoslawien: Umsatzsteuer.

Ämtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Konkurseeröffnungen — Ouvertures de faillites

(Sch. u. K.-G. 231 u. 232.)

(V. B.-G. v. 23. April 1920, Art. 29 u. 123.)

Die Gläubiger der Gemeinschuldner und alle Personen, die auf in Händen eines Gemeinschuldners befindliche Vermögensstücke Anspruch machen, werden aufgefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche unter Einlegung der Beweismittel (Schuldscheine, Buchauszüge usw.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift dem betreffenden Konkursamt einzugeben. Mit der Eröffnung des Konkurses hört gegenüber dem Gemeinschuldner der Zinsenlauf für alle Forderungen, mit Ausnahme der Pfandverschönerungen, auf (Art. 209 SchK.G.).

Die Grundpfandgläubiger haben ihre Forderungen in Kapital, Zinsen und Kosten zerlegt anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin.

Die Inhaber von Dienstbarkeiten, welche unter dem früheren kantonalen Recht ohne Eintragung in die öffentlichen Bücher entstanden und noch nicht eingetragen sind, werden aufgefordert, diese Rechte unter Einlegung allfälliger Beweismittel in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift binnen 20 Tagen beim Konkursamt einzugeben. Die nicht angemeldeten Dienstbarkeiten können gegenüber einem gutgläubigen Erwerber des belasteten Grundstückes nicht mehr geltend gemacht werden, soweit es sich nicht um Rechte handelt, die auch nach dem Zivilgesetzbuch ohne Eintragung in das Grundbuch dinglich wirksam sind.

Desgleichen haben die Schuldner der Gemeinschuldner sich binnen der Eingabefrist als solche anzumelden bei Straffolgen in Unterlassungsfälle.

Wer Sachen eines Gemeinschuldners als Pfandgläubiger oder aus andern Gründen besitzt, hat sie ohne Nachteil für sein Vorzugsrecht binnen der Eingabefrist dem Konkursamt zur Verfügung zu stellen bei Straffolgen im Unterlassungsfalle; im Falle ungerechtfertigter Unterlassung erlischt zudem das Vorzugsrecht.

Die Pfandgläubiger, sowie Drittpersonen, denen Pfandtitel auf den Liegenschaften des Gemeinschuldners weiterverpfändet worden sind, haben die Pfandtitel und Pfandverschreibungen innerhalb der gleichen Frist dem Konkursamt einzureichen.

Den Gläubigerversammlungen können auch Mitschuldner und Bürgen des Gemeinschuldners sowie Gewährspflichtige bewohnen.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (art. 209 L. P.).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchués de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

(L. P. 231 et 232.)

(O. T. F. du 23 avril 1920, Art. 29 et 123.)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (art. 209 L. P.).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchués de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Datum der Konkurseröffnung: 9. September 1931 gemäss Art. 190 Ziff. 2 Sch. K. G.

Erste Gläubigerversammlung: Mittwoch, den 7. Oktober 1931, nachmittags 3 Uhr, im Gerichtshause, Bäumleingasse 1 (Parterre), Zimmer Nr. 7. Eingabefrist: Bis und mit 26. Oktober 1931.

Von denjenigen Gläubigern, welche der Gläubigerversammlung nicht beiwohnen und bis zum 7. Oktober 1931, mittags 12 Uhr, nicht schriftliche Einsprache erheben, wird angenommen, dass sie das Konkursamt zur sofortigen freihändigen Verwertung der gesamten Aktiven ermächtigen.

Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (2851)

Gemeinschuldnerin: Trefzer-Hamel, Emma Maria, Witwe, Inhaberin der Firma Wwe. Trefzer-Hamel, Handel in Damenkleiderstoffen, Weisswaren, Herren- und Damenwäsche, Klybeckstrasse 94, in Basel.

Datum der Konkurseröffnung: 28. August 1931.

Erste Gläubigerversammlung: Dienstag, den 6. Oktober 1931, nachmittags 3 Uhr, im Gerichtshause, Bäumleingasse 1 (Parterre), Zimmer Nr. 7. Eingabefrist: Bis und mit 26. Oktober 1931.

Von denjenigen Gläubigern, welche der Gläubigerversammlung nicht beiwohnen und bis zum 6. Oktober 1931, mittags 12 Uhr, nicht schriftliche Einsprache erheben, wird angenommen, dass sie das Konkursamt zur sofortigen freihändigen Verwertung der gesamten Aktiven ermächtigen.

Kt. Schaffhausen Bezirk Schaffhausen (2870)

Gemeinschuldner: Kunze, Richard, Mechaniker, Schaffhausen.

Datum der Konkurseröffnung: 15. August 1931.

Summarisches Verfahren, Art. 231 Sch. K. G.

Eingabefrist: Bis 26. Oktober 1931.

Ct. de Vaud Arrondissement de Montreux (2840)

Failli: Chablotz-Comte, Numa, chef d'Institut, ci-devant à Bex, actuellement à Clarens.

Dato du prononcé: 29 août 1931.

Première assemblée des créanciers: Lundi 5 octobre 1931, à 15½ hs., en Maison de Ville, aux Planches-Montreux.

Délai pour les productions: 26 octobre 1931.

Immeubles à Bex, «Institut Bitterlin».

Délai pour la production des servitudes: 15 octobre 1931.

Ct. de Neuchâtel Office des faillites du Val-de-Travers, à Môtiers (2852)

Faillie: Société en nom collectif Joly Frères, scierie et commerce de bois, fonderie, à Noiraigue.

Propriétaire des immeubles suivants:

Articles 459, 468, 401, 97, 419, 420 du cadastre de Noiraigue.

Articles 1507, 1510 du cadastre de Travers.

Article 2011 du cadastre de Provence (Vaud).

Date de l'ouverture de la faillite: 7 septembre 1931.

Première assemblée des créanciers: 14 octobre 1931, à 15 heures, à l'Hôtel de District, à Môtiers.

Délai pour les productions: 26 octobre 1931, inclusivement.

Ct. de Genève Office des faillites de Genève (2871)

Faillie: Produits Idéal S. A., Rue des Buis 10, à Genève.

Date de l'ouverture de la faillite: 8 septembre 1931.

Première assemblée des créanciers: Lundi 5 octobre 1931, à 11 heures, Salle des Assemblées de Faillites, Taconnerie 7.

Délai pour les productions: 26 octobre 1931.

Ct. de Genève Office des faillites de Genève (2872)

Failli: Meytre, Emmanuel-Alexandre, constructeur-mécanicien, Quai de St-Jean 18, à Genève.

Date de l'ouverture de la faillite: 22 septembre 1931.

Première assemblée des créanciers: Lundi 5 octobre 1931, à 10 heures, Salle des Assemblées de Faillites, Taconnerie 7.

Délai pour les productions: 26 octobre 1931.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(B.-G. 249, 250 u. 251.)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.

(L. P. 249, 250 et 251.)

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Bern Konkursamt Biel (2853)

Abänderung des Kollokationsplanes infolge nachträglicher Forderungseingabe.

Gemeinschuldner: Riesen, Albert, gew. Wirt, Museumstrasse 15, in Biel.

Anfechtungsfrist: 6. Oktober 1931.

Kt. St. Gallen Konkursamt Obertoggenburg in Neu St. Johann (2855)

Gemeinschuldner: Bischof-Schnyder, Heinrich, von Stein, Tuch- und Spezereihandlung, Erlen, Stein.

Aufgabe- und Anfechtungsfrist: Vom 1. bis und mit 10. Oktober 1931.

Kt. Aargau Konkursamt Aarau (2844)

Aufgabe des Kollokationsplanes und des Inventars.

Gemeinschuldner: Zimmerli, Gottfried, geb. 1880, Metzgermeister, von Unterentfelden, in Aarau.

Klagen auf Anfechtung des Planes und Beschwerden gegen das Inventar sind bis 6. Oktober 1931, erstere beim Bezirksgericht Aarau, letztere beim Gerichtspräsidentium Aarau anhängig zu machen, widrigenfalls sie als anerkannt betrachtet würden.

Allfällige Begehren um Abtretung von Rechtsansprüchen im Sinne von Art. 260 Sch. K. G. sind bis 6. Oktober 1931, bei Vermeidung des Ausschlusses, an das Konkursamt Aarau zu stellen.

Kt. Aargau Konkursamt Zofingen (2868)
Im Konkurse über **Schöni, Emil**, Konfektionsgeschäft, in Rothrist, liegen der Kollokationsplan und das Inventar beim Konkursamt Zofingen zur Einsicht auf.

Anfechtungsfrist für den Kollokationsplan: Innert 10 Tagen beim Bezirksgericht.

Anfechtungsfrist über die Zuteilung der Kompetenzstücke: Innert 10 Tagen beim Gerichtspräsidentium.

Ct. de Genève Office des faillites de Genève (2873)
Faillite: Succ. insolvable de **Glatz, Louis-Roger**, q. v. industriel, Rue du Mont Blanc 4, domicilié à Vésenaz.

L'état de collocation des créanciers de la faillite sus-indiquée rectifié ensuite d'admission ultérieure, peut être consulté à l'Office des Faillites. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les dix jours à dater de cette publication. Sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation
(B.-G. 230.) (L. P. 230.)

Falls nicht binnen zehn Tagen ein Gläubiger die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten hinreichende Sicherheit leistet, wird das Verfahren geschlossen.

La faillite sera clôturée faute par les créanciers de réclamer dans les dix jours l'application de la procédure en matière de faillite et d'en avancer les frais.

Ct. de Fribourg Office des faillites de la Sarine, à Fribourg (2845)
Failli: **Clément, Paul**, fils d'Ambroise, d'Epandes, moulin, commerce de farines et graines, à Estavayer le Gibloux.

Date de l'ordonnance suspendant la liquidation faute d'actif: 23 septembre 1931.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 6 octobre 1931 la continuation de la liquidation, en faisant l'avance de frais nécessaire, la faillite sera clôturée.

Ct. de Genève Office des faillites de Genève (2874)
La liquidation par voie de faillite ouverte contre **Bouvier, François**, commerce de liqueurs, Rue de l'Archebuse 6, à Genève, par ordonnance rendue le 8 septembre 1931 par le Tribunal de 1^{re} Instance a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue le 24 septembre 1931 par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 6 octobre 1931 la continuation de la liquidation, en faisant l'avance de frais nécessaire, en fr. 250.—, la faillite sera clôturée.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite
(B.-G. 268.) (L. P. 268.)

Chiusura della procedura
(L. E. 268.)

Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (2876)
Das Konkursverfahren über **Fischer, Oskar Robert** (Firma Robert O. Fischer, Basel), ist durch Verfügung des Zivilgerichts am 23. September 1931 als geschlossen erklärt worden.

Ct. de Vaud Office des faillites d'Aigle (2842/3)
Les liquidations des faillites de
1. **Bertrand-Neubauer, Marguerite**, à Leysin
2. **Cantova, Paul**, orfèvre, à Aigle,
ont été clôturées par ordonnance du 11 septembre 1931.

Ct. del Ticino Ufficio dei fallimenti di Locarno (2867)
Fallimento n° 8/1927.
La procedura di liquidazione del fallimento «La Nobile» S. A., in Locarno, è stata dichiarata chiusa con decreto in data 22 settembre 1931 della Pretura di Locarno.

Ct. de Neuchâtel Office des faillites du Locle (2841)
La liquidation de la faillite de **Gentil, Edmond**, père, monteur de boîtes, précédemment au Locle, actuellement à Pesoux, a été clôturée par ordonnance du président du Tribunal du Locle, rendue le 21 septembre 1931.

Ct. de Genève Office des faillites de Genève (2875)
Failli: **Néri, Pierre**, entrepreneur, Rue du Mont Blanc 12, à Genève.
Date de clôture: 24 septembre 1931.

Widerruf des Konkurses — Révocation de la faillite
(B.-G. 195, 196 und 317.) (L. P. 195, 196 et 317.)

Kt. Bern Konkursamt Bern-Stadt (2846)
Der am 13. Januar 1931 über **Dähler, Bertha**, Frau, Reinigungs-institut, Mauerrain 8, Bern, eröffnete Konkurs wird zufolge Rückzug der Eingaben widerrufen, gemäss Verfügung des Gerichtspräsidenten H von Bern vom 19. September 1931 und die Gemeinschuldnerin in die Verfügung über ihr Vermögen wieder eingesetzt.

Kt. Bern Konkursamt Biel (2856)
Der unterm 23. Januar 1930 über **Renk, Paul Viktor**, Uhren-fabrikant, in Biel 7, eröffnete Konkurs ist zufolge Zustandekommens eines Nachlassvertrages durch Verfügung des Konkursrichters von Biel vom 22. September 1931 widerrufen und der Gemeinschuldner in die Verfügung über sein Vermögen wieder eingesetzt worden.

Kt. Bern Konkursamt Biel (2857)
Der unterm 20. Mai 1931 über **Valsangiacomo, Joseph**, Malermeister, in Biel 7, eröffnete Konkurs ist zufolge Zustandekommens eines Nachlassvertrages durch Verfügung des Konkursrichters von Biel vom 22. September 1931 widerrufen und der Gemeinschuldner in die Verfügung über sein Vermögen wieder eingesetzt worden.

Konkursstelgerungen — Vente aux enchères publiques après faillite
(B.-G. 257.) (L. P. 257.)

Kt. Zürich Konkursamt Männedorf (2570)

Konkursamtliche Liegenschafts-Steigerung.

Im Konkurse über **Mühlegg, Bernhard**, Sohn, Strickwarenfabrik, in Oetwil a. See, gelangt Dienstag, den 6. Oktober 1931, nachmittags 2½ Uhr, im Gasthof zum «Sternen», in Oetwil a. See, auf zweite öffentliche Steigerung:

Ein Wohnhaus mit Werkstatt für Strickerei Nr. 401 für Fr. 39,500.— assekuriert, mit zirka 15 Aren (angeblich nur zirka 10 Aren gross) Gebäude-grundfläche, Wiesen und Baumgarten, im Dörfli-Oetwil a. See gelegen.

Zugehör: 1 Jaquardmaschine, 1 Strickmaschinen, 1 Spuhlmachine, 1 Raumaschine, 1 Nähmaschine 3 fädlig, 1 Steppmaschine, 1 Knopflochmaschine, 1 Schmirgelscheibe, 1 Nähtisch mit Transmissionen, 1 Werkbank, 1 Elektromotor 3 PS., 1 do. ¼ PS., 1 Trockenfeuerlöschapparat.

Hochstangebot an der ersten Steigerung Fr. 32,000.—
Der Ersteigerer hat vor dem Zuschlag an die Kaufsumme Fr. 1000.— bar zu bezahlen.

Die Steigerungsbedingungen und das Lastenverzeichnis liegen beim unterzeichneten Konkursamt zur Einsicht auf.

Männedorf, den 28. August 1931. **Konkursamt Männedorf:**
G. Oetiker, Notar.

Kt. Zürich Konkursamt Schlieren (2858)

Aus dem Konkurse über **Brücher, Georg**, geb. 1895, von Zürich, Kaufmann, wohnhaft gewesen in Dietikon, unbeschränkt haltender Gesellschafter der Firma Huber, Brücher & Co., in Zürich, werden Dienstag, den 29. September 1931, nachmittags 3 Uhr, im Restaurant zum Frohsinn in Dietikon, Bremgartenstrasse, gegen Barzahlung öffentlich versteigert:

Anteilsrecht bzw. Liquidationsanteil der Konkursmasse G. Brücher an der im Gesamtgegenstand der einfachen Gesellschaft Konkursmasse Brücher und Frau Adelheid Brücher-Burgherr stehenden Liegenschaft Kat.-Nr. 3482, Assek.-Nrn. 1070 und 415 an der Mühlehaldenstrasse in Dietikon und an dem hierauf haftenden Fr. 25,000.— Schuldbrief, alles laut hierorts aufliegenden Steigerungsbedingungen.

Es findet nur eine Steigerung statt.
Schlieren, den 23. September 1931. **Konkursamt Schlieren:**
J. Meyer, Notar.

Kt. Bern Konkursamt Biel (2859)

Zweite Liegenschaftssteigerung.

Im Konkursverfahren des **Wandfluh, Emil Fritz**, Zifferblattfabrikant, Bözingenstrasse 127, in Biel, wird Freitag, den 30. Oktober 1931, nachmittags 3 Uhr, im Restaurant Bären in Bözingen an eine zweite öffentliche Steigerung gebracht:

Eine Besizung an der Bözingenstrasse in Biel, enthaltend das Wohnhaus Nr. 127, das Fabrikgebäude Nr. 125 und Autogarage Nr. 123 a, eingetragen im Kataster auf Plan Blatt 63, Parzelle Nr. 307, nebst Hausplatz, Hofraum und Garten im Halte von 12,42 Aren.

Das Wohnhaus ist für Fr. 64,700.—, das Fabrikgebäude für Fr. 39,600.— und die Garage für Fr. 2800.— gegen Brandschaden versichert.

	Fr.
Grundsteuerschätzung	126,520.—
Anteilschätzung	122,500.—

An der ersten Steigerung fiel kein Angebot.
Die Steigerungsbedingungen liegen vom 20. Oktober 1931 an im Bureau des Konkursamtes Biel zur Einsicht auf.
Biel, den 21. September 1931. **Konkursamt Biel:**
Roth.

Kt. Aargau Konkursamt Zofingen (2860)

Liegenschafts-Steigerung.

Im summarischen Konkursverfahren des **Trüssel, Hans**, Käserei und Milchhandlung, in Oftringen, wird die nachbeschriebene Liegenschaft Montag, 26. Oktober 1931, nachmittags 3 Uhr, im Gasthof z. «Löwen», in Oftringen, an eine einzige öffentliche Steigerung gebracht:

Grundbuch Oftringen Nr. 454, Kat. Plan Blatt 14, Parz. 305.
22,15 Aren Hausplatz, Baumgarten und Acker, Kreuzstrasse.

	Fr.
Schätzung	1,700.—
Wohnhaus Nr. 45, versichert für	11,900.—
Anmerkung: 1/11 Anteil Quellenrecht, Bl. 1532.	
Gesamtsschätzung:	13,600.—

Die Steigerungsbedingungen und das Lastenverzeichnis liegen 10 Tage vor der Steigerung beim Konkursamt Zofingen zur Einsicht auf.
Zofingen, 23. September 1931. **Das Konkursamt.**

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe
(B.-G. 295—297 und 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers
(L. P. 295—297 et 300.)

Den nachbenannten Schuldner ist für die Dauer von zwei Monaten eine Nachlassstundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzulegen, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Eine Gläubigerversammlung ist auf den unten hierfür bezeichneten Tag einberufen. Die Akten können während zehn Tagen vor der Versammlung eingesehen werden.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire de deux mois.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Une assemblée des créanciers est convoquée pour la date indiquée ci-dessous. Les créanciers peuvent prendre connaissance des pièces pendant les dix jours qui précèdent l'assemblée.

Kt. Bern Konkurskrets Interlaken (2869)

Schuldner: **Winteler-Lüdi, Fridolin**, Zigarrenhandlung, in Interlaken.

Datum der Stundungsbewilligung durch Erkenntnis des Gerichtspräsidenten von Interlaken: 18. September 1931.

Sachwalter: **Dr. W. Fischer**, Fürsprecher und Notar, Interlaken.

Eingabefrist: Bis und mit 17. Oktober 1931. Anmeldung schriftlich und begründet beim Sachwalter.

Gläubigerversammlung: Mittwoch, den 4. November 1931, nachmittags 3 Uhr, im Restaurant Löwen, in Interlaken.

Aktenauflage: 10 Tage vor dieser Gläubigerversammlung im Bureau des Sachwalters.

Kt. St. Gallen. Konkurskreis. Neutoggenburg (2365)
Verschiebung der Gläubigerversammlung.

In der vom Bezirksgericht Neutoggenburg mit Beschluss vom 17. August 1931 der Firma Hess & Co., Fabrikation und Handel in Strumpfwaren, Zwirnen und Garnen in Rotenbach-Wattwil (Postkreis Lichtensteig) bewilligter Nachlassstundung wird, nachdem die Vorlage des Nachlassvertrages auf den 1. Oktober 1931 noch nicht möglich ist, die auf diesen Tag angesetzte Gläubigerversammlung verschoben auf Dienstag, den 13. Oktober 1931, nachmittags 3 Uhr, im Hotel «Krone» (1. Stock), in Lichtensteig.

Die Nachlassakten liegen 10 Tage vor dieser Versammlung beim unterzeichneten Sachwalter zur Einsicht auf.

Lichtensteig, den 22. September 1931.

Der Sachwalter:
J. Brunner, Konkursbeamter.

Verlängerung der Nachlassstundung — Prolongation du sursis concordataire
(B.-G. 295, Abs. 4.) (L. P. 295, al. 4.)

Kt. Bern. Konkurskreis Bern-Stadt (2367)
Die der **Chocolat Tobler Holding Co. Aktiengesellschaft**, in Bern, erteilte Nachlassstundung ist durch Verfügung des Gerichtspräsidenten H. von Bern, vom 18. September 1931, um 2 Monate, d. h. bis zum 30. November 1931, verlängert worden.

Bern, den 23. September 1931.

Der Sachwalter:
O. Wirz, Notar,
Waisenhausplatz Nr. 12.

Ct. de Neuchâtel Tribunal civil du district de La Chaux-de-Fonds (2364)

Par ordonnance du 19 septembre 1931, le président du Tribunal civil du district de La Chaux-de-Fonds a prorogé de deux mois le sursis concordataire accordé le 11 août 1931 à DUCOMMUN, Julien, fabricant d'horlogerie, à La Chaux-de-Fonds.

L'Assemblée des créanciers fixée au 23 septembre 1931 n'aura pas lieu. Elle est reportée au lundi 23 novembre 1931, à 14 heures, à l'Hôtel de Ville, 1^{er} étage, à La Chaux-de-Fonds.

Délai pour prendre connaissance du dossier: 10 jours avant l'Assemblée au bureau du commissaire.

Le commissaire au sursis:
Loewer, avocat.

Verhandlung über den Nachlassvertrag

(B.-G. 304 und 317.)

Délibération sur l'homologation de concordat.

(L. P. 304 et 317.)

Die Gläubiger können dem Einverständnis mit dem Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen. Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Deliberazione sull'omologazione del concordato

(L. E. 304 e 317.)

I creditori possono presentarsi all'udienza per farvi valere le loro opposizioni al concordato.

Kt. Bern. Richteramt II Biel (2347)

Nachlassschuldner: **Hoffmann, Charles**, Automobilhändler, Dufourstrasse 64a, Biel.

Verhandlungstermin: 2. Oktober 1931, um 9 Uhr, vor Richteramt II, Biel. Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag im Termin selbst anbringen.

Biel, den 23. September 1931.

Richteramt II Biel,
Der Gerichtspräsident II als erstinstanzlicher Nachlassrichter:
Ludwig.

Ct. del Ticino Pretura di Lugano-Città (2362)

La Pretura di Lugano-Città rende noto di avere, in base agli art. 304 e 317 E. E., fissata l'udienza di giovedì 1^o ottobre 1931, alle ore 2½ pom., per gli incidenti relativi all'omologazione del concordato proposto da Giordetti, Dante, in Lugano, e conseguente revoca del fallimento decretato il 27 agosto 1930; avvertendo che in detta udienza i creditori potranno far valere le loro opposizioni.

Lugano, 22 settembre 1931.

Per la Pretura:
Il segretario agg.: Bernaschina.

Ct. del Ticino Pretura di Lugano-Città (2363)

La Pretura di Lugano-Città notifica di avere, in base agli art. 304 e 317 E. E., fissata l'udienza di giovedì 1^o ottobre 1931, alle ore 3 pom., per gli incidenti relativi all'omologazione del concordato proposto dalla ditta G. Contalini Di Giorgetti, garage Helios in Lugano, e conseguente revoca del fallimento decretato il 27 agosto 1930; avvertendo che in detta udienza i creditori hanno facoltà di far valere le loro opposizioni.

Lugano, 22 settembre 1931.

Per la Pretura:
Il segretario agg.: Bernaschina.

Ct. del Ticino Pretura di Lugano-Città (2366)

La Pretura di Lugano-Città rende noto di avere, in base all'art. 304 E. E., fissata l'udienza di giovedì 1^o ottobre 1931, alle ore 3½ pom., per gli incidenti relativi all'omologazione del concordato proposto da Rosa, Silvio, negozio di cappelleria, in Lugano; avvertendo che in detta udienza i creditori possono far valere eventuali opposizioni.

Lugano, 23 settembre 1931.

Per la Pretura:
Il segretario agg.: Bernaschina.

Bestätigung des Nachlassvertrages — Homologation du concordat

(B.-G. 308.) (L. P. 308.)

Kt. Luzern Justizkommission des Obergerichts (2348)

Schuldner: **Gaensalan, Fred**, Hôtel Fédéral (Eidgenössischer Hof), Rathausquai 6, Luzern.

Datum der Bestätigung: 21. September 1931.

Luzern, den 23. September 1931. **Die Obergerichtskanzlei.**

Ct. de Genève Tribunal de première instance de Genève (2877)

Débitur: **Pozzi, Guido**, installations de bureaux modernes, Rue de la Tour de l'Île 2, Genève.

Date du jugement: 10 septembre 1931.

Un délai d'un mois pour intenter action est imparti aux créanciers dont les réclamations sont contestées.

Verschiedenes — Divers

Kt. Bern Richteramt Frutigen (2378)
Nachlassstundungsgesuch.

Tschopp, Ernst, Hotelier zur Sonne, in Mülenen, hat beim Richteramt Frutigen ein Nachlassstundungsgesuch eingereicht.

Termin zur Behandlung dieses Gesuches und Einvernahme des Schuldners ist angesetzt auf Samstag, den 3. Oktober 1931, 8½ Uhr, vor Richteramt Frutigen im Amthaus daseibst.

Die Gläubiger können allfällige Einwendungen gegen die Erteilung der Nachlassstundung nur schriftlich bis zum 2. Oktober 1931 beim Unterzeichneten einreichen.

Frutigen, den 22. September 1931. **Der Gerichtspräsident:**
Burn.

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Olten-Gösgen

1931. 24. September. Die Firma **Cofores Handelsgesellschaft für das Schweiz. Maler- und Gipsergewerbe**, in Olten (S. H. A. B. Nr. 52 vom 2. März 1928, Seite 41), hat in ihrer ausserordentlichen Generalversammlung vom 27. November 1930 eine Aenderung der Statuten beschlossen und dabei den Sitz der Genossenschaft von Olten nach Altstetten (Zürich), verlegt (S. H. A. B. Nr. 201 vom 31. August 1931, Seite 1885). Die Firma wird somit im Handelsregister von Olten-Gösgen gestrichen.

Bureau Stadt Solothurn

22. Juli. Die Stiftung unter dem Namen **Solothurnisches kantonales Geisensayl**, in Solothurn (S. H. A. B. Nr. 4 vom 7. Januar 1918, Seite 26), hat in ihrer Jahresversammlung vom 17. Dezember 1922 den Namen abgeändert in: **Soloth. Kantonales Altersheim**. Mit Beschluss vom 19. September 1931 hat der Regierungsrat des Kantons Solothurn dieser Aenderung die Genehmigung erteilt. An Stelle der aus der Direktion ausgeschiedenen Oskar Munzinger und Johann Karl Näf wurden gewählt: Fritz Weibel, Stadtbuchhalter, von und in Solothurn sowie Fritz Lack, Kaufmann, von und in Solothurn. Die Unterschriften von Oskar Munzinger und Johann Karl Näf sind erloschen. Jedes der beiden neuen Direktionsmitglieder ist zur Führung der Kollektivunterschrift mit dem Präsidenten Walter Hirt, Stadtkammern, von und in Solothurn, berechtigt.

Thurgau — Thurgovie — Turgovia

Landwirtschaft, Schweinezucht. — 1931. 22. September. Inhaber der Firma **Aldo Uberto**, in Gillhof, Gemeinde Bonau, ist Aldo Uberto, von Berzona (Tessin), in Gillhof-Bonau, Landwirtschaft und Schweinezucht, Hotel, Pension usw. — 22. September. Der Inhaber der Firma **T. Daetwyler**, Hotel, Pension und Restaurant, in Arbon (S. H. A. B. Nr. 324 vom 29. Dezember 1913, Seite 2284), verzeigt als weitere Geschäftsnatur **Touffiltheater**.

22. September. Aus dem Vorstand der Genossenschaft unter der Firma **Metzgermeistergenossenschaft Romanshorn & Umgebung**, in Romanshorn (S. H. A. B. Nr. 238 vom 11. Oktober 1917, Seite 1627), ist Johann Schmid ausgeschieden. An seiner Stelle wurde in den Vorstand gewählt Alwin Gerschwiller, Metzgermeister, von Andwil (St. Gallen), in Romanshorn. Er führt die Unterschrift nicht.

22. September. Die Firma **Fritz Meier, Käser**, in Gündelhart (S. H. A. B. Nr. 193 vom 4. August 1911, Seite 1322), ist infolge Todes des Inhabers erloschen.

Käsererei. — 22. September. Frau Wwe. **Lina Meier-Blattner**, in Gündelhart, **Fritz Meier**, in Zürich, **Walter Meier**, in Gündelhart, **Lina Meier**, in Gündelhart, **Arnold Meier**, in Gündelhart, und **Nelly Meier**, in Gündelhart, alle von Ermatingen, haben unter der Firma **Fritz Meier's Erben**, in Gündelhart, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1931 ihren Anfang nahm. Die Gesellschafterin **Nelly Meier** ist minderjährig. Zur Vertretung der Kollektivgesellschaft ist nur Frau Wwe. **Lina Meier-Blattner** befugt.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Lausanne

Enseignement du dessin, etc. — 1931. 22. septembre. Selon procès-verbal du 14 septembre 1931, il a été constitué une société anonyme sous la raison sociale **Linear S. A.** Le siège de la société est à Lausanne. Sa durée est illimitée. La société a pour but l'enseignement du dessin par correspondance, l'enseignement d'autres arts et sciences par la même méthode, selon les principes du cours de dessin de Lucien Delseze, professeur, à Lausanne. Le capital social est de 10,000 francs, divisé en 20 actions de fr. 500 chacune, nominatives. Les publications se feront dans la Feuille des avis officiels du Canton de Vaud. La société est administrée par un conseil d'administration de 1 à 3 membres. La société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle d'un administrateur. A été désigné un seul administrateur en la personne de **Lucien Delseze**, de Monthey (Valais), professeur, à Lausanne. Bureau de la société: à Lausanne, Rue Centrale 8.

21 septembre. La société anonyme **Cordonnerie Nouvelle S. A.**, ayant son siège à Lausanne (P. o. s. du c. du 17 septembre 1928), a, dans ses assemblées générales des 7 et 22 septembre 1931, modifié ses statuts. Les modifications intéressantes des tiers sont les suivantes: La raison est changée en celle de **Chaussures Löw Société Anonyme (Schuhhaus Löw Aktiengesellschaft) (Calzoleria Löw Società Anonima)**. La société a tout spécialement pour but la vente des chaussures «Löw» et, en outre: 1. La création et l'exploitation dans l'intérieur de la Suisse d'industries et de commerces de chaussures de toutes marques, et, toutes fournitures accessoires; 2. La société peut s'intéresser à des affaires analogues, reprendre des affaires déjà existantes ou fusionner avec elles, créer et exploiter des filiales indépendantes en nombre illimité, établir des dépôts, des magasins ou tous autres locaux de vente; 3. Acquérir des immeubles; 4. En général, toutes opérations en rapport avec les buts ci-dessus indiqués.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Costa Rica — Zollerhöhungen

Nach dem britischen «Board of Trade Journal» sind durch Dekret vom 10. August 1931 die costaricensischen Zölle u. a. für folgende Waren erhöht worden:

	Neuer Zoll	Bisheriger Zoll
	Colones per kg	brutto
Grammophone usw.; drahtlose Apparate und Zubehör; Photoapparate	1.—	0.40
Kunstseidewebe	11.—	8.—
Bänder, Elastiks, Elastikwaren, Korsetten, Krawatten, Handschuhe, Umschlagtücher, Bettdecken, Vorhänge, Taschentücher, Posamentierwaren, Gewebe ausgenommen Kunstseidewebe, Leibwäsche, (auch solche aus Wirkstoffen), Hüte und andere Artikel der Tarif-Nr. 59, aus Seide und seideähnlichen Stoffen	15.—	11.—

Die obigen Waren unterliegen nicht dem im Schweizerischen Handelsamtsblatt Nr. 208 vom 8. September 1931 erwähnten allgemeinen Zollschlag von 10 %.

Jugoslawien — Umsatzsteuer

Gemäss der Verordnung über die Umsatzsteuer vom 14. März 1931 wurde die Umsatzsteuer bei der Einfuhr in Postkarten nicht nach dem

Fakturenwert berechnet, sondern als Steuergrundlage diente das Fünffache der Zollgebühren für die betreffenden Waren.

Durch eine neue Verordnung vom 20. Juli 1931 ist mit Wirkung ab 1. August die oben erwähnte Bestimmung aufgehoben worden. Seither gilt auch bei der Einfuhr mit der Post als Grundlage für die Anwendung des Umsatzsteueransatzes der Fakturawert oder der deklarierte Wert, zuzüglich Zoll und Nebengebühren. Nur wenn der Importeur die Faktura nicht vorlegt und den Wert nicht deklariert, oder wenn nach Ansicht des Zollamts der fakturierte oder der deklarierte Wert augenscheinlich zu niedrig ist, wird wie bisher der fünffache Betrag der Zölle und Zollgebühren als Steuergrundlage genommen.

Die hiervoor erwähnte Verordnung vom 20. Juli 1931 bat ferner eine Anzahl Umsatzsteueransätze abgeändert (u. a. für künstliche Riechstoffe, Baumwollgarne, Baumwollgewebe, Leinengewebe, leinene, auch gestickte Spitzen, Wollgarne, Wollgewebe, wollene Tücher und Sebals, Kunstseiden- und Seidengarne, Seidengewebe, Seidenbänder, Bilder auf Papier, vergoldete oder versilberte Gegenstände, Motorräder und deren Teile, Automobile und deren Teile, Motoren und deren Teile für Motorräder und Automobile).

Auskunft über die Umsatzsteueransätze für bestimmte Waren erteilt die Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements in Bern.

224. 26. 9. 31.

Annoncen-Regie:
PUBLICITAS

Schweizerische Annoncen-Expédition A.-G.

Anzeigen — Annonces — Annunzi

Régie des annonces:
PUBLICITAS

Société Anonyme Suisse de Publicité

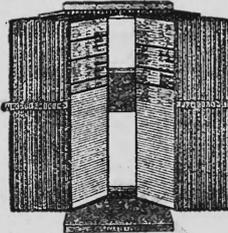
**Bureaux
Ladenlokale
Ausstellungsräume**

in modernem, zentral gelegenen Geschäftshaus-Neubau in **Zürich** besonders günstig **zu vermieten**. Einteilung nach Wunsch. 2490
Auskunft durch Teleph. 38.630, Zürich.

Lebensmittelbranche

Vertretungen übernimmt
E. Berjeaud, Lugano-Paradiso
13, Via Circonvallazione 1613 (303 O)

Tausende von
Adressen oder
Artikeln oder
Konten können in einem
KARDEX



Sicht-Register
sauber geordnet,
in Gruppen ge-
teilt werden.
Das Gesuchte
ist immer augen-
blicklich auf-
findbar.

KARDEX-SYSTEM A.G. Zürich, Seberg 2, Tel. 566/2

Vertikalmappen und Kartotekarten
Verlangen Sie bitte Offerten
Kaiser & Co. A.-G., Bern

Kündigung von Obligationen

Wir kündigen hiermit unsere sämtlichen über 4 % verzinslichen Obligationen, soweit kündbar, auf

31. Dezember 1931

zur Rückzahlung. Mit diesem Tage hört die Verzinsung auf. Das Geld kann gegen Rückgabe der Titel an unseren Kassaschalterm bezogen werden.

Solange Konvenienz, erklären wir un-
bereit, die Obligationen in solche zu 4 %
ab 1. Januar 1932 für 3 Jahre zu konver-
tieren und ersuchen diejenigen Gläubiger,
welche von dieser Offerte Gebrauch machen
wollen, die Titel an unserer Kasse zur Um-
wandlung vorzuweisen. (6523 Y) 2552

Bern, den 25. September 1931.

Gewerbekasse in Bern.

**Rechnungsrut im öffentlichen Inventar
(Erbrechtliches Inventar)**

Ueber den Nachlass des am 7. August 1931 verstorbenen
Herrn

Dr. Karl Horber-Gull

geb. 1882, von und wohnhaft gewesen in Zürich 1, Hir-
schengraben Nr. 22, ist vom Einzelrichter für nicht-
streitige Rechtssachen des Bezirksgerichtes Zürich durch
Verfügung vom 7. September 1931 das öffentliche Inventar
angeordnet worden. 2486

Frist zur Anmeldung von Ansprüchen und Verbind-
lichkeiten (einschliesslich Bürgschaftsverpflichtungen) an
den Nachlass des Verstorbenen beim Notariat Zürich
(Altstadt) bis **15. Oktober 1931**.

Die Gläubiger werden auf die in Art. 590 Z. G. B.
genannten Folgen der Nichtanmeldung aufmerksam ge-
macht, wonach die Erben der Verstorbenen den Gläu-
bigern, deren Forderungen deshalb nicht in das Inventar
aufgenommen worden sind, weil sie deren Anmeldung
versäumt haben, weder persönlich noch mit der Erbschaft
haften, soweit die Forderungen nicht durch Pfandrechte
gedeckt sind (Art. 590, Abs. 3, Z. G. B.).

Die Schuldner und die im Besitze von Faustpfändern
befindlichen Kreditoren, welche unterlassen, eine Eingabe
zu machen, werden mit Ordnungsbuss bestraft.

Zürich, den 11. September 1931.

Notariat Zürich (Altstadt):
P. Fischer, Notar.

**Metall-
schilder**
best. geogr. Metall- und Emailarbeit

**LOUIS MEYER & Co.
ZÜRICH
LIMMSTR. 26. TEL. 73.202**

**Flüssige
Toilette-
Seife**

2855

Verlangen Sie die reich-
haltige Preisliste der
ältesten Firma dieses
Fabrikationszweigs:
Rumpf & Cie., ZÜRICH
Toilette-Seifenfabrik

In Basel
grosse und kleine

Lokale

für Gewerbe, Lagerräume etc.
geeign., jetzt od. später preis-
wert **zu vermieten**. An-
fragen an Chiffre B 9857 Q
an Publicitas Basel. 2555

Für Ihren

EXPORT

nach

• POLEN •

empfehlen wir Ihnen
unsere regelmässigen

SAMMELVERKEHRE

ab **Basel** via Deutschland nach **LODZ** u. **WARSAU**
sowie ab **Buch** nach den hauptsächlichsten Plätzen Südpolens
Krakau — Lemberg — Bielitz etc.

A. G. DANZAS & C^{IE}

Basel, Zürich, Genf, Chiasso, Buchs

(Auf Anfragen bereitwilligst ausführliche Offerten) 26-4

Anleihens-Kündigung

Von dem uns zustehenden Recht der Kündigung Gebrauch machend,
kündigen wir hiermit die

**4 1/4 % Anleihe des Kantons Basellandschaft vom Jahre 1912
von Fr. 8,600,000**

auf den 31. März 1932 zur Rückzahlung. Von diesem Tage an hört die Ver-
zinsung auf.

Eine Bekanntmachung wegen einer Teilkonversion der gekündigten An-
leihe wird folgen. (9875 Q) 2556 i

Liestal, den 25. September 1931.

**Finanzdirektion des Kantons Basellandschaft
Dr. A. Seiler.**

Gaswerk Oberwynenthal A.-G., Reinach

**Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre
auf Montag den 12. Oktober 1931, 16 1/2 Uhr
im Gasthof zum Bären in Reinach**

TRAKTANDEN:

1. Abnahme der Jahresrechnung 1930/31 und Decharge-Erteilung.
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
3. Statutarische Wahlen.

Aktionäre, die an der Generalversammlung teilnehmen wollen, haben
sich über ihren Aktienbesitz vor Beginn der Versammlung auszuweisen.

Reinach, im September 1931.

(11763 Z) 2547 i

Der Verwaltungsrat.